

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

23 décembre 2010

PROPOSITION DE LOI

**modifiant l'article 116 du Code des impôts
sur les revenus 1992**

(déposée par Mme Nahima Lanjri et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

23 december 2010

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van artikel 116 van het Wetboek
van de inkomstenbelastingen 1992**

(ingediend door mevrouw Nahima Lanjri c.s.)

RÉSUMÉ

Les auteurs de la présente proposition de loi souhaitent adapter la déduction d'impôt pour habitation propre et unique. À cet égard, on tiendra compte désormais du nombre d'enfants que le contribuable a à sa charge au moment où la déduction est appliquée.

SAMENVATTING

De indieners beogen de aanpassing van de belastingaftrek voor de enige eigen woning. Hierbij zal voortaan rekening worden gehouden met het aantal kinderen dat de belastingplichtige ten laste heeft op moment dat de aftrek wordt uitgeoefend.

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
LDD	:	Lijst Dedecker	
PP	:	Parti Populaire	

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^{ème} législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	
<i>Commandes:</i>		<i>Bestellingen:</i>	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél.: 02/ 549 81 60		Tel.: 02/ 549 81 60	
Fax: 02/549 82 74		Fax: 02/549 82 74	
www.laChambre.be		www.deKamer.be	
e-mail: publications@laChambre.be		e-mail: publicaties@deKamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition de loi reprend le texte de la proposition de loi n° 4-728/1 déposée au Sénat.

Le Belge a une brique dans le ventre. Les chiffres confirment ce dicton. Près de trois quarts des ménages belges sont propriétaires de leur logement. Par rapport à nos voisins français (55 %) et allemands (43 %), l'écart est considérable.

Mais, entre-temps, le rêve s'est évanoui. En l'espace de dix ans, les prix des logements ont quasi doublé. De 1999 à 2002, les prix des logements petits et moyens ont grimpé de 16 à 35 %, selon les régions. Si la hausse moyenne s'est chiffrée à 4,2 % au cours de la période 1990-2003, elle a atteint 5,8 % en 2002 et même 6 % en 2003. La tendance se poursuit: pour l'année 2006, nous constatons que le prix des maisons d'habitation a augmenté en moyenne de pas moins de 11,3 % par rapport à 2005! En Belgique, une maison d'habitation coûte en moyenne 146 218 euros et un appartement 154 369 euros (Source: Info Flash n° 78 du 9 novembre 2006, SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie).

Les prix des terrains à bâtir ont également connu de fortes hausses au cours des dernières années. L'année 2006 a connu une hausse moyenne de 8,1 %. En moyenne, le terrain à bâtir coûte 76,2 euros/m².

Les jeunes éprouvent de plus en plus de difficultés à acheter ou à construire une maison, même lorsqu'ils disposent d'un emploi et d'un revenu fixe. L'emprunt engage celui qui l'a contracté pendant presque toute sa vie, alors que le fait d'être propriétaire de sa propre habitation devrait être synonyme de sécurité pour les vieux jours, plutôt que de dettes.

Dans le passé, le législateur fiscal a prévu deux mesures spécifiques visant à encourager l'acquisition d'une habitation personnelle. Nous connaissons la déduction d'intérêts complémentaire pour la construction, l'acquisition à l'état neuf ou la transformation de l'habitation personnelle, la réduction d'impôt majorée pour épargne-logement et, depuis 2005, la "déduction pour habitation propre et unique".

Il est pourtant curieux que la déduction fiscale pour les emprunts contractés à partir du 1^{er} janvier 2005 soit calculée sur la base du nombre d'enfants à charge au 1^{er} janvier de l'année qui suit celle de la conclusion du contrat d'emprunt.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van het in de Senaat ingediende wetsvoorstel Nr. 4-728/1.

Een Belg is geboren met een baksteen in zijn maag. Dit gezegde wordt bevestigd door de cijfers. Bijna driekwart van de Belgische gezinnen bezit een eigen woning. Vergeleken met de buurlanden Frankrijk (55 %) en Duitsland (43 %) is het verschil beduidend.

Maar intussen zit de mot in de droom. In tien jaar tijd zijn de huizenprijzen bijna verdubbeld. Afhankelijk van de streek werd tussen 1999 en 2002 een stijging genoteerd tussen 16 en 35 % voor een kleine of middelgrote woning. In de periode 1990-2003 bedroeg de stijging gemiddeld 4,2 %, maar in 2002 werden woningen 5,8 % duurder, in 2003 zelfs 6 %. Deze trend zet zich voort en voor 2006 zien we dat de prijzen van de woonhuizen gemiddeld met maar liefst 11,3 % zijn gestegen tegenover 2005! In België kost een woonhuis gemiddeld 146 218 euro en een appartement 154 369 euro. (Bron: Nieuwsflits Nr. 78 van 9 november 2006, FOD Economie, kmo en Middenstand).

Ook de prijzen van de bouwgronden zijn de jongste jaren sterk gestegen. Voor 2006 zien we een gemiddelde stijging van 8,1 %. Bouwgrond kost gemiddeld 76,2 euro/m².

Jongeren krijgen het steeds moeilijker om een huis te kopen of te bouwen, zelfs wanneer zij een baan en een vast inkomen hebben. Een lening wordt bijna aangegaan voor het leven, terwijl een eigen woning geen schuld maar een zekerheid zou moeten zijn voor de oude dag.

In het verleden heeft de fiscale wetgever in specifieke maatregelen voorzien om het aanschaffen van een eigen woning aan te moedigen. We kennen de aanvullende interestaftrek voor het bouwen, in nieuwe staat te verwerven of te verbouwen van de enige woning, de verhoogde belastingvermindering voor het bouwsparen en vanaf 2005 de "aftrek voor de enige eigen woning".

Het is echter eigenaardig dat de fiscale aftrek voor leningen aangegaan vanaf 1 januari 2005 berekend wordt op het aantal kinderen ten laste die iemand heeft op 1 januari van het jaar nadat het leningcontract werd afgesloten.

En effet, la plupart des jeunes n'ont pas encore d'enfants lorsqu'ils contractent un emprunt en vue de l'acquisition d'une habitation (ou l'année suivante). Au cours de leurs premières années de travail, les jeunes diplômés épargnent résolument afin de pouvoir au moins financer les frais liés à l'acquisition.

Dès lors, l'acquisition, la construction ou la rénovation d'une habitation a généralement lieu avant que le ménage n'ait des enfants. Si le désir d'enfant est généralement quelque peu reporté, l'achat du logement ne s'en fait pas moins compte tenu du nombre d'enfants souhaité.

Il ressort de l'ancien article 16, § 2, du Code des impôts sur les revenus 1992 que le législateur n'a pas complètement ignoré cette logique. C'est ainsi que la majoration de la déduction pour habitation est fixée en fonction du nombre maximum d'enfants que le contribuable a eus à sa charge au 1^{er} janvier d'une quelconque année antérieure, pour autant qu'il occupe encore la même habitation. C'est pour cette raison que nous proposons de fixer le plafond de l'emprunt en fonction du nombre d'enfants à charge au moment où la déduction est appliquée.

La présente proposition de loi a dès lors pour objet d'adapter la déduction d'impôt pour habitation propre et unique. À cet égard, on tiendra compte désormais du nombre d'enfants que le contribuable a à sa charge au moment où la déduction est appliquée.

L'auteur de la présente proposition de loi entend ainsi donner un coup de pouce aux jeunes ménages qui nourrissent un projet parental, au moment où ils ont le plus besoin de cette aide, c'est-à-dire durant les années où les frais destinés à l'entretien et à l'éducation de leurs enfants sont les plus élevés.

De plus, le montant de la déduction d'impôt pour habitation propre et unique est majoré, afin que davantage de ménages puissent en profiter. Il est proposé d'appliquer une déduction majorée de 70,00 euros par enfant à charge au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition durant lequel la réduction d'impôt est accordée, avec un maximum absolu de 280,00 euros (montant de base 200,00 euros). De cette manière, les ménages moyens qui comptent moins de trois enfants entreront également en ligne de compte pour bénéficier de la déduction majorée. Ceci correspond mieux à la réalité sociale, étant donné qu'en Belgique, le nombre moyen d'enfants par femme est de 1,7. Pour des raisons budgétaires, il est toutefois jugé opportun de limiter la mesure à un maximum de 280,00 euros.

De meeste jongeren hebben echter nog geen kinderen op het ogenblik (of het jaar nadien) van het afsluiten van een lening voor de aankoop van een woning. Na het afstuderen wordt er tijdens de eerste jaren van werken verwoed gespaard om op zijn minst de kosten van de aankoop te kunnen financieren.

De aankoop, bouw of verbouwing van een woning gebeurt dan ook meestal vóór een gezin kinderen krijgt. De kinderwens wordt meestal nog even uitgesteld. De woning wordt echter wel aangekocht met het gewenst aantal kinderen in het achterhoofd.

Uit het oude artikel 16, § 2, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 blijkt dat de wetgever voor deze logica niet volledig ongevoelig is geweest. Zo wordt voor de vaststelling van de verhoogde woningaftrek het hoogst aantal kinderen in aanmerking genomen dat de belastingplichtige op 1 januari van enig vorig jaar ten laste heeft gehad, voor zover hij nog dezelfde woning betreft. We stellen daarom voor het grensbedrag van de lening vast te stellen in functie van het aantal kinderen ten laste op het moment dat de aftrek wordt uitgeoefend.

Dit wetsvoorstel beoogt dan ook de aanpassing van de belastingaftrek voor de enige eigen woning. Hierbij zal voortaan rekening worden gehouden met het aantal kinderen dat de belastingplichtige ten laste heeft op moment dat de aftrek wordt uitgeoefend.

Op deze wijze wil indienster de jonge gezinnen met kinderplannen een duwtje in de rug geven op het moment waar zij deze steun het meest kunnen gebruiken, met name de jaren waarin zij de hoogste kosten maken voor het onderhouden en opvoeden van hun kinderen.

Bovendien wordt het bedrag dat in aanmerking komt als verhoging van de belastingaftrek voor de enige eigen woning opgetrokken zodat meer gezinnen kunnen genieten van de verhoogde belastingaftrek. Er wordt voorgesteld om een verhoogde aftrek toe te passen van 70,00 euro per kind ten laste op 1 januari van het aanslagjaar waarin de belastingvermindering wordt verleend met een absoluut maximum van 280,00 euro (basisbedrag 200,00 euro). Op deze wijze komen ook de modale gezinnen die minder dan drie kinderen tellen in aanmerking voor de verhoogde belastingaftrek. Dit stemt beter overeen met de maatschappelijke realiteit, het gemiddeld aantal kinderen per Belgische vrouw bedraagt immers circa 1,7 kinderen. Om budgettaire redenen wordt het echter opportuun geacht om een maximum van 280,00 euro te hanteren.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

La modification proposée de l'article 116, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992 se rapporte à la déduction d'impôt majorée pour la "déduction pour habitation propre et unique" en fonction du nombre d'enfants à charge du contribuable. Le nombre d'enfants à charge est déterminé au 1^{er} janvier de l'année où la déduction est appliquée.

Le nombre d'enfants sera lié non plus à l'année qui suit l'année de la conclusion de l'emprunt, mais à l'année où la déduction est appliquée. Par conséquent, il sera tenu compte aussi bien d'un enfant déjà né durant l'année de la conclusion de l'emprunt que des enfants nés après cette année et qui sont donc à la charge du contribuable.

Ces données sont pourtant connues. Le nombre d'enfants à charge est également déterminé au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition et est déclaré au cadre II de la déclaration à l'impôt des personnes physiques. Le fisc peut dès lors calculer facilement le montant d'intérêts déductibles qui est pris en compte.

D'autre part, la déduction majorée pour contribuables avec enfants à charge est étendue afin que ceux qui ont moins de trois enfants à charge puissent également en bénéficier. De cette manière, une partie plus importante de la population active pourra bénéficier de la déduction majorée pour enfants à charge dans le cadre de la "déduction pour habitation propre et unique".

Il est proposé d'appliquer une déduction majorée de 70,00 euros par enfant à charge au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition durant lequel la réduction d'impôt est accordée, avec un maximum absolu de 280,00 euros (montant de base 200,00 euros). Ce plafond correspond à un maximum de quatre enfants à charge entrant en ligne de compte pour une déduction majorée dans le cadre de la "déduction pour habitation propre et unique". Pareille déduction majorée permet de mieux tenir compte de la situation démographique actuelle de la Belgique.

ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

Artikel 2

De wijziging in artikel 116, tweede lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 heeft betrekking op de verhoogde belastingaftrek voor de "aftrek enige eigen woning" in functie van het aantal kinderen ten laste van de belastingplichtige. Het aantal kinderen ten laste wordt bepaald op 1 januari van het jaar waarin de belastingaftrek wordt uitgeoefend.

Het aantal kinderen wordt niet langer gekoppeld aan het jaar volgend op het jaar waarin de lening wordt aangegaan maar aan het jaar waarin de aftrek wordt uitgeoefend. Zowel een kind reeds geboren in het jaar waarin de lening wordt aangegaan als kinderen die na dat jaar geboren worden en dus ten laste zijn, komen aldus in aanmerking.

Deze gegevens zijn echter gekend. Het aantal kinderen ten laste wordt eveneens bepaald op 1 januari van het aanslagjaar en wordt aangegeven in vak II van de aangifte in de personenbelasting. Bijgevolg kan de fiscus gemakkelijk berekenen welk bedrag aan aftrekbare interesten in aanmerking komt.

Daarnaast wordt de verhoogde aftrek voor belastingplichtigen met kinderlast uitgebreid zodat ook belastingplichtigen die minder dan drie kinderen ten laste hebben in aanmerking komen voor de verhoogde belastingaftrek. Op deze wijze kan een groter deel van de beroepsbevolking genieten van de verhoogde belastingaftrek voor kinderlast in het kader van de "aftrek enige eigen woning".

Er wordt voorgesteld om een verhoogde aftrek toe te passen van 70,00 euro per kind ten laste op 1 januari van het aanslagjaar waarin de belastingvermindering wordt verleend met een absoluut maximum van 280,00 euro (basisbedrag 200,00 euro). Dit maximum stemt overeen met maximaal vier kinderen ten laste die in aanmerking komen voor een verhoogde aftrek in het kader van de "aftrek enige eigen woning". Een dergelijke verhoogde aftrek stemt beter overeen met de huidige demografische situatie in België.

Art. 3

Les modifications apportées par la présente proposition de loi au Code des impôts sur les revenus 1992 sont applicables à partir de l'exercice d'imposition 2009. Elles sont applicables tant aux emprunts existants qu'aux nouveaux emprunts qui satisfont aux conditions fixées par la loi proposée.

Art. 3

De wijzigingen die dit wetsvoorstel aanbrengt in het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 zijn van toepassing vanaf aanslagjaar 2009. Zij zijn zowel van toepassing op bestaande leningen als op nieuwe leningen die voldoen aan de in de wet gestelde voorwaarden.

Nahima LANJRI (CD&V)
Leen DIERICK (CD&V)
Nathalie MUYLLE (CD&V)
Jef VAN DEN BERGH (CD&V)
Liesbeth VAN DER AUWERA (CD&V)
Stefaan VERCAMER (CD&V)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 116, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié en dernier lieu par la loi du 27 décembre 2006, est remplacé par la disposition suivante:

“Le montant mentionné au premier alinéa est majoré de 70,00 euros (montant de base 50,00 euros) par enfant à charge au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition au cours duquel est accordée la déduction d'impôt, avec un maximum de 280,00 euros (montant de base 200,00 euros).”

Art. 3

La présente loi produit ses effets à partir de l'exercice d'imposition

18 octobre 2010

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 116, tweede lid, van Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, laatst gewijzigd bij de wet van 27 december 2006, wordt vervangen als volgt:

“Het in het eerste lid vermelde bedrag wordt verhoogd met 70,00 euro (basisbedrag 50,00 euro) per kind ten laste op 1 januari van het aanslagjaar waarin de belastingaftrek wordt verleend met een maximum van 280,00 euro (basisbedrag 200,00 euro).”

Art. 3

Deze wet is van toepassing vanaf het aanslagjaar

18 oktober 2010

Nahima LANJRI (CD&V)
Leen DIERICK (CD&V)
Nathalie MUYLLE (CD&V)
Jef VAN DEN BERGH (CD&V)
Liesbeth VAN DER AUWERA (CD&V)
Stefaan VERCAMER (CD&V)